



12 octobre 2005

Rapport Rexecode 2006

« *Demain l'emploi si...* »

Communiqué de presse

Au moment où la croissance française marque le pas, des revendications se font entendre pour « plus de pouvoir d'achat et plus d'emploi ». Sommes-nous dans le domaine de l'utopie ou de la réalité ?

Les économistes de Rexecode répondent « c'est possible ». Mais pour que cela devienne une réalité, il faut plus de croissance : « l'objectif 3 % de croissance » ne doit pas être perdu de vue !

C'est l'un des enseignements majeurs du Rapport 2006 *Demain l'emploi si ...* de Rexecode. Bien sûr, cette vision optimiste ne cherche pas à masquer le diagnostic d'une économie française dont – à la manière d'un moteur – le rendement diminue. Et ceci, non seulement par rapport à d'autres pays, mais aussi vis-à-vis de ses performances passées. Mais justement, s'atteler à rendre l'économie française tout simplement plus performante ouvre un nouvel horizon d'actions.

Dans l'ouvrage *Demain l'emploi si...*, Rexecode livre sa contribution pour construire le débat de politique économique en France. L'objet n'est pas de proposer une politique alternative mais d'apprécier la situation de l'économie française telle qu'elle est, de prendre du recul, de mettre en perspective les changements réalisés et ceux qui restent à faire. Depuis près de cinquante ans en effet, l'approche originale de Rexecode a pour but de décrypter l'actualité économique, d'analyser l'information et de prévoir les tendances de la conjoncture pour permettre à ses adhérents entreprises de comprendre et d'agir efficacement. Une fois par an, l'exercice s'adresse aux dirigeants de « l'entreprise France ». La politique économique française mérite ce moment fort où des responsables de l'entreprise et du monde syndical ainsi que des économistes peuvent débattre et éclairer les choix qui engagent la collectivité nationale. Dominique de Villepin, Premier Ministre, précisera la stratégie économique de la France et répondra aux questions des participants lors des 3èmes Rencontres de la Croissance, le 13 octobre 2005.

Le rapport de Rexecode *Demain l'emploi si...* met tout d'abord l'accent sur les causes du trou faible rendement de l'économie française et de la rupture de compétitivité des dernières années. Comme un moteur qui patine, l'économie française ne parvient pas à monter en puissance et à garder le rythme. De 2000 à 2005, la croissance du produit intérieur brut par habitant s'est établi en moyenne à un peu moins de 1 %, contre 1,6 % de 1990 à 2000, 2 % pour les années 80 et 2,5 % de 1970 à 1980. Élément aggravant, les dépenses publiques de consommation immédiate sont de plus en plus assurées par l'augmentation de la dette publique !

Le Rapport détaille les trois rouages déficients qui expliquent la baisse de rendement du « moteur France » :

- la croissance mondiale est de l'ordre de 3,8 % par an au cours des cinq dernières années. Mais elle n'entraîne pas nos exportations. Ces dernières n'ont cru que de 1,4 % sur la même période (contre 5,8 % par an de 1980 à 2000),
- la croissance de la demande intérieure (consommation et investissement) ne se « transmet » pas à la production nationale parce qu'elle se répercute trop en importations (celles-ci progressent de 6,9 % en 2004 et de plus de 5 % en 2005),
- enfin, la croissance « tire » trop peu l'emploi en France : avec une croissance de plus de 2 % en 2004, l'emploi n'a pas augmenté.

Deux déséquilibres traduisent ces dérèglements :

- le chômage est de l'ordre de 10 % en France rapporté à l'ensemble de la population active. Rapporté à la population exposée (hors travailleurs du secteur public) le taux monte même à 17 %,
- ensuite, le niveau de la dette publique augmente : elle représentait 2,5 mois de revenu national (PIB) en 1980, 3,5 mois en 1990. Elle représente aujourd'hui 8 mois de revenu national soit 1 067 milliards d'euros ou 40 000 euros par français actif !

La rupture de la compétitivité est un symptôme majeur de cette baisse de rendement. Rexecode étudie ainsi la compétitivité française sous l'angle des coûts de production et des prix de vente, mais aussi à la lumière des autres facteurs de compétitivité. L'observation principale est le recul de nos parts de marché à l'exportation, y compris par rapport aux autres pays de la zone euro.

Quelles ont été les réponses de la politique économique à ces tendances ?

Le rapport de Rexecode dresse la liste de quelques « impasses » dans lesquelles l'économie française soit peut être tentée de s'engager, soit dans lesquelles elle s'est déjà engagée.

Peut-on augmenter encore la « redistribution réparatrice » ?

L'une des tentations permanentes de la politique économique française est de brider le fonctionnement des marchés, puis de chercher à corriger les déséquilibres ainsi créés par des subventions publiques qu'il faut ensuite compenser par des prélèvements obligatoires complémentaires. Cet empilement de dépenses publiques, que l'on peut qualifier de « redistribution réparatrice » joue en partie son rôle mais avec un rendement de plus en plus faible. Par exemple, les dépenses au titre de l'emploi – largement défensives – représentent 7 fois le budget total de l'enseignement en France...

La baisse des charges sociales pour créer des emplois peut-elle se poursuivre ?

La baisse des charges pour diminuer le coût du travail à proximité du smic a eu dans un premier temps pour effet des créations d'emplois. Depuis 2000, financement des 35 heures oblige, les allègements n'ont plus qu'un but défensif : compenser – seulement en partie – les hausses du salaire minimum... Et pourtant, la redistribution réparatrice a augmenté de 14 milliards d'euros.

Le marché du travail et l'efficacité du marché de l'emploi sont les autres sujets sur lesquels le rapport fait le point. L'insuffisante mobilisation du travail en France est mise en avant comme le prouve le faible taux d'emploi et un temps de travail annuel moyen très bas. Les Français en âge de travailler travaillent 905 heures contre 1 176 heures en moyenne dans la zone des pays développés (soit 30 % de plus). Le contrat nouvelle embauche pourrait être l'amorce d'une réunification du contrat de travail.

Sur la réforme de l'Etat, le rapport 2006 de Rexecode dresse un constat plutôt optimiste mais lucide en notant que deux réformes portent directement sur les administrations publiques (la décentralisation relancée en 2003 et la réforme de la procédure des lois de finances, la Lolf), tandis que les premiers résultats de la réforme de l'assurance maladie sont encourageants. La Lolf est un grand changement. Pour l'instant, il est surtout d'ordre juridique. Pour que la Lolf soit un succès, il faut mettre en place une véritable information sur les administrations publiques et des outils d'évaluation de leur efficacité. Nous en sommes loin.

Concernant la croissance, l'innovation et la politique industrielle, le Rapport 2006 de Rexecode dresse le panorama complet de la politique de l'innovation qui constitue une des principales sources de la croissance (nouveaux dispositifs, partenariats public-privé, pôles de compétitivité, soutien des grands projets innovants...). Brique par brique, une « nouvelle politique industrielle » se met en place.

Enfin, le Rapport 2006 donne la parole directement aux économistes qui proposent sans restriction, leurs idées au débat pour la croissance. Les idées ne manquent pas ...

En définitive, comme le souligne Michel Didier, directeur de Rexecode « dans de nombreux domaines, des réformes qui attendaient depuis longtemps et que l'on considérait comme impensables il n'y a pas longtemps sont engagées. Moins qu'il ne faudrait, plus qu'il n'y paraît. De nouvelles régulations commencent à se mettre en place dans les domaines des retraites, de la protection sociale, de l'initiative économique, de la création d'entreprise, des anciens monopoles publics, de la politique industrielle [...] En prenant un peu de recul et en replaçant la période récente dans une perspective historique, il apparaît un début d'accélération des réformes depuis le début des années 2000. » Mais il faut aller beaucoup plus loin.

Pour cela la politique économique devrait s'efforcer d'améliorer le rendement de l'économie française autour de deux moyens d'action : « libérer les ressorts naturels de l'économie en rendant les marchés plus efficaces » et « redéployer l'effort public vers des dépenses actives en maîtrisant les dépenses courantes de gestion et de redistribution ». Ainsi, grâce à une action résolue sur ces deux leviers, « la fin du chômage français peut devenir une réalité » et la hausse du pouvoir d'achat se concrétiser. Ce ne sont ni des vœux pieux ni de l'utopie, mais simplement des objectifs atteignables pour la France de demain.

Demain l'emploi si ...
Rapport 2006 de Rexecode
Sous la direction de Michel Didier
Edition Economica, Paris
23 €

A propos de Rexecode

Les acteurs économiques sont confrontés aujourd'hui à un environnement en constante mutation : interdépendance des économies mondiales, poids accru des zones émergentes, interaction des marchés financiers et de l'économie réelle, rôle clé des technologies, telles sont les dimensions économiques dont doivent tenir compte les stratégies d'entreprises et que Rexecode contribue à éclairer.

Pour permettre aux entreprises de mieux appréhender les risques et opportunités, Rexecode décrypte l'information pertinente, puis analyse et prévoit les tendances économiques. Ouvert à toute entreprise, organisme public ou organisation professionnelle, Rexecode est un des tout premiers centres français d'observation, de recherches et d'études économiques. Basée sur un contact permanent avec le monde professionnel et une totale indépendance d'esprit, l'approche originale de Rexecode est reconnue depuis près de 50 ans.

Les travaux de Rexecode concernant la veille conjoncturelle sont destinés à ses adhérents. Soucieux de rendre un service adapté à leurs besoins particuliers, Rexecode assure auprès d'eux une assistance permanente et met à leur disposition des moyens performants. Rexecode réalise également des études à caractère micro ou macro-économique destinées à alimenter le débat public (35 heures, SMIC, productivité, croissance) ou à répondre à certaines questions spécifiques.

Contacts presse :

Rexecode
Sylvie Duchassaing
Tél. 01 53 89 20 96
duchassaing@rexecode.fr

Axel de Chavagnac
Solange Stricker & Associés
Tél. 01 40 71 32 77
a.dechavagnac@solange-stricker.com



Rapport Rexecode 2006

« *Demain l'emploi si...* »

ANNEXE

Les contributions des économistes

Les grands débats de politique économique

- *Ce ne sont pas les idées qui nous manquent* - Christian de Boissieu et Michel Didier
- *La réforme indispensable des services marchands* - Jacques Delpla
- *La régulation de la concurrence au profit du consommateur et de l'emploi* – Pierre Cahuc et Francis Kramarz
- *Priorité à la recherche* – Jean-Paul Betbèze
- *Pour une fiscalité plus favorable à la croissance* – Christian Saint-Etienne
- *La nécessaire politique industrielle* – Jean-Hervé Lorenzi
- *L'urgence de l'emploi des seniors* – Antoine d'Autume, Jean-Paul Betbèze et Jean-Olivier Hairault
- *Education et croissance : le paradoxe français* – Elie Cohen (CNRS – Sciences Po)
- *Pour un nouveau pacte entre la Nation et l'Université* – Elie Cohen (Paris Dauphine) et Michel Didier
- *La prime à l'emploi est peu efficace et son objectif initial a été détourné* - Michel Martinez
- *Retour sur les propositions des 77 économistes* – Jean-Marc Vittori

Les enjeux des délocalisations

- *Les délocalisations, une raison de plus pour réformer* – Jean-Marc Vittori
- *Un phénomène à mieux connaître et à mieux traiter* – Françoise Drumetz
- *Une mesure des délocalisations dans l'industrie* – Patrick Aubert et Patrick Sillard
- *La délocalisation des services au profit de la France* – Eric Labaye
- *Mener une stratégie de développement industriel* – Jean-Louis Levet
- *Promouvoir l'évolution du système productif français* – Frédérique Sachwald

Demain l'emploi si...



Sous la direction de
Michel Didier

Le rapport
REXECODE
2006

Table des matières

Remerciements	2
Introduction	5

Chapitre 1

Garder le cap objectif 3 % de croissance

Un rebond de croissance sans lendemain	10
Trois mécanismes expliquent la perte de rendement de notre économie	12
Une croissance potentielle insuffisante	14
La place de la France en terme de niveau de vie	17
La contrainte nouvelle du prix du pétrole	20
Le débat sur la croissance et le partage de la valeur ajoutée . .	23
Les impasses de la « redistribution réparatrice »	25

Chapitre 2

Mettre fin au recul de notre compétitivité

Compétitivité des entreprises et compétitivité des territoires . .	34
Une dégradation inquiétante des performances commerciales de la France	36
Comment expliquer ce recul des performances à l'exportation ?	39
Coûts de production et prix de vente	46
Les autres facteurs de la compétitivité	49
Une position qui se dégrade en termes de gamme et d'intensité technologique	52
Compétitivité et attractivité du territoire France	54
La concurrence fiscale	58

Chapitre 3

Faire mieux marcher les marchés

Politiques conjoncturelles et politiques structurelles	62
Réglementation, niveau de vie et chômage	64
La problématique de l'intervention publique sur le marché du travail	67
Réglementation et croissance économique	71
Les indicateurs de la réforme proposés par l'OCDE	73
La place de la France selon les indicateurs de l'OCDE	78

Chapitre 4**Le marché du travail et la politique de l'emploi81**

Comment expliquer l'inefficacité persistante du marché du travail ?	82
Une radiographie du marché du travail	84
Pourquoi les Français travaillent-ils globalement si peu ?	86
Un mouvement incessant de créations et de destructions d'emplois en France comme ailleurs	89
Une distorsion des comportements et une fragmentation du marché du travail	91
Une tendance profonde de la politique de l'emploi en France : les contrats aidés	93
Les politiques de baisse de coût du travail pour les salaires . .	96
Les politiques de limitation de l'offre du travail	97
Le problème des trappes à inactivité et les incitations au retour au travail	98
Le thème nouveau de la « flexicurité »	101
Les mesures nouvelles du plan de cohésion sociale	102
L'amélioration du service public de l'emploi et le contrôle des chômeurs.	107
La relance de l'apprentissage	110
Eléments d'évaluation	111
Le contrat nouvelle embauche et le plan d'urgence pour l'emploi de l'été 2005	112
Le plan de développement des services à la personne	118
Conclusion	120

Chapitre 5**La réforme de l'Etat123**

La réforme budgétaire de l'Etat	123
Les étapes de la réforme budgétaire	125
Un bouleversement du cadre budgétaire	127
L'évolution de la gestion publique	128
L'évolution de la gestion des emplois et des ressources humaines	129
Les indicateurs de performance	130
La pierre angulaire des systèmes d'information publics	133
Retour sur l'expérience de la RCB	137
Des institutions peu concernées par l'information sur les administrations publiques	139
La décentralisation, acte 2	140
La réforme de l'assurance-maladie	146

Chapitre 6

Croissance, innovation et politique industrielle151

Un effort de recherche insuffisant	151
Les nouveaux dispositifs pour favoriser les petites et moyennes entreprises innovantes	153
L'accompagnement des entreprises innovantes	154
Les nouveaux dispositifs de partenariats public-privé	156
Les pôles de compétitivité	159
Le soutien des grands projets innovants	162

Chapitre 7

Marchés des biens et services et marchés financiers 165

Des marchés des biens et services encore contraints	165
Les réformes récentes sur les marchés des biens et services .	167
Marchés financiers et développement des entreprises	176

Les grands débats de politique économique179

Ce ne sont pas les idées qui nous manquent <i>Christian de Boissieu et Michel Didier</i>	181
La réforme indispensable des services marchands <i>Jacques Delpla</i>	184
La régulation de la concurrence au profit du consommateur et de l'emploi <i>Pierre Cahuc et Francis Kramarz</i>	191
Priorité à la recherche <i>Jean-Paul Betbèze</i>	198
Pour une fiscalité plus favorable à la croissance <i>Christian Saint-Etienne</i>	204
La nécessaire politique industrielle <i>Jean-Hervé Lorenzi</i>	215
L'urgence de l'emploi des seniors <i>Antoine d'Autume, Jean-Paul Betbèze et Jean-Olivier Hairault</i>	221
Education et croissance : le paradoxe français <i>Elie Cohen</i>	227
Pour un nouveau pacte entre la Nation et l'Université <i>Elie Cohen et Michel Didier</i>	235
La prime à l'emploi est peu efficace et son objectif initial a été détourné <i>Michel Martinez</i>	243
Retour sur les propositions des 77 économistes <i>Jean-Marc Vittori</i>	249

Les enjeux des délocalisations	259
Les délocalisations, une raison de plus pour réformer <i>Jean-Marc Vittori</i>	260
Un phénomène à mieux connaître et à mieux traiter <i>Françoise Drumetz</i>	263
Une mesure des délocalisations dans l'industrie <i>Patrick Aubert et Patrick Sillard</i>	268
La délocalisation des services au profit de la France <i>Eric Labaye</i>	273
Mener une stratégie de développement industriel <i>Jean-Louis Levet</i>	280
Promouvoir l'évolution du système productif français <i>Frédérique Sachwald</i>	285
 Le tableau de bord européen de la réforme ...	291
 Chronologie des réformes structurelles en France	311
Marché des biens et services	311
Marché du travail	313
Marchés financiers et secteur bancaire	315
Productivité, initiative et réforme de l'Etat	317
Régime des retraites	318
Régime de l'assurance-maladie	321
 Les auteurs des contributions	323
 Références bibliographiques	324
 Index des auteurs	329
 Table des matières	331

La France ralentit dans un monde qui accélère. La compétitivité française est menacée. L'emploi stagne. La machine économique française fonctionne avec un trop faible rendement. Nous affirmons pourtant que la croissance est possible et que le chômage peut être déraciné.

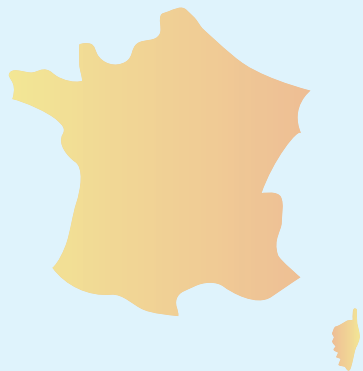
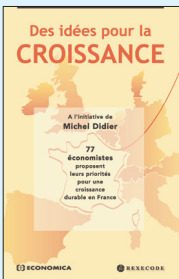
Pour retrouver une croissance forte et durable (le cap est 3 % par an), pour éliminer le chômage, des réformes structurelles sont nécessaires. Ce troisième rapport de Rexecode sur la réforme et la croissance en France fait le point des réformes mises en œuvre en France et de celles qui restent à faire. Les idées ne manquent pas et les chantiers sont nombreux : réforme de la fiscalité, réforme de l'Etat, réforme du marché du travail. Il faut encourager la concurrence, laisser jouer les mécanismes naturels de l'économie, « faire mieux marcher les marchés », enfin organiser un redéploiement massif des charges publiques en reportant des dépenses qui ne font que reproduire le passé vers des dépenses tournées vers l'avenir : enseignement supérieur, recherche, investissement, innovation.

Ce rapport a été préparé par l'équipe des économistes de Rexecode dirigée par Michel Didier avec des contributions de Patrick Aubert, Antoine d'Autume, Jean-Paul Betbèze, Christian de Boissieu, Pierre Cahuc, Elie Cohen (CNRS), Elie Cohen (Paris Dauphine), Jacques Delpla, Françoise Drumetz, Jean-Olivier Hairault, Francis Kramarz, Eric Labaye, Jean-Louis Levet, Jean-Hervé Lorenzi, Michel Martinez, Frédérique Sachwald, Christian Saint-Etienne, Patrick Sillard, et Jean-Marc Vittori qui a en outre assuré la coordination des textes de l'ouvrage.

Ce panorama très complet des progrès des réformes en France et de leurs conséquences économiques s'adresse particulièrement aux étudiants d'économie et de sciences politiques, mais aussi à tous ceux qui souhaitent mieux comprendre les blocages de notre économie, soutenir une croissance plus forte et veulent vraiment la fin du chômage.

Rexecode (Centre de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises) est un des tout premiers centres français d'observation, de recherches et d'études économiques. Il regroupe environ quatre-vingts adhérents, entreprises industrielles, banques et institutions privées ou publiques.

Les précédents rapports de Rexecode



ISBN 2-7178-5123-2

15 €

Illustration de la couverture : Setori